

LISTE DES CORRESPONDANTS DU BULLETIN DE DROIT NUCLÉAIRE

<i>ALGÉRIE</i>	M. A. CHERF, Chef du Département de la réglementation, Centre de radioprotection et sûreté
<i>ALLEMAGNE</i>	Professeur N. PELZER, Institut de droit international public de l'Université de Göttingen
<i>ARGENTINE</i>	M. J. MARTINEZ FAVINI, Conseiller juridique, Commission nationale de l'énergie atomique
<i>ARMÉNIE</i>	M. A. MARTIROSYAN, Autorité arménienne de réglementation nucléaire
<i>AUSTRALIE</i>	Mme M. HUXLIN, Agent de liaison INIS, Organisation australienne de la science et de la technologie
<i>BANGLADESH</i>	M. A. IMMAN, Procureur général adjoint pour le Bangladesh
<i>BELARUS</i>	Mlle O. PIOTUKH, Département de la réglementation de la sûreté nucléaire et radiologique, Promatomnadzor
<i>BELGIQUE</i>	M. F. MOLITOR, Ingénieur-directeur, Service de la sécurité technique des installations nucléaires, Ministère de l'Emploi et du Travail
<i>BRÉSIL</i>	M. E. DAMASCENO, Commission nationale de l'énergie nucléaire Mme D. FISCHER, Association brésilienne du droit nucléaire
<i>BULGARIE</i>	M. A. PETROV, Chef du Département des relations extérieures, Comité pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique
<i>RÉPUBLIQUE DE CORÉE</i>	Dr. K.-G. PARK, Professeur Associé, Faculté de droit, Université de Corée
<i>CROATIE</i>	M. V. ŠOLJAN, Chaire de droit commercial et de droit économique, Faculté d'économie, Université de Zagreb M. I. VALCIC, Chef du Département de la sûreté nucléaire, Ministère de l'Économie
<i>DANEMARK</i>	M. J. RØN, Chef du Département juridique, Ministère de la Justice
<i>ESPAGNE</i>	Mme L. CORRETJER, Sous-direction de l'énergie nucléaire, Direction générale de la politique énergétique et des mines, Ministère de l'Économie
<i>ESTONIE</i>	Mme E. TANNER, Chef du Département de la réglementation et des normes, Centre estonien de protection radiologique

ÉTATS-UNIS	Mlle S. ANGELINI, Conseiller juridique, Bureau des programmes nucléaires civils, Département de l'Énergie Mme M. NORDLINGER, Service juridique, Commission de la réglementation nucléaire
FINLANDE	M. Y. SAHRAKORPI, Conseiller ministériel, Département de l'énergie, Ministère du Commerce et de l'Industrie
FRANCE	Mme D. DEGUEUSE, Direction juridique et des relations commerciales, Commissariat à l'énergie atomique
GRÈCE	Professeur L. CAMARINOPOULOS, Président de la Commission hellénique pour l'énergie nucléaire
HONGRIE	Professeur V. LAMM, Institut des études juridiques, Académie des sciences M. Z. SZÖNYI, Chef de la Division des relations gouvernementales, Autorité nationale de l'énergie nucléaire
INDONÉSIE	M. S. SULCHĀN, Chef de la Division juridique et administrative, Commission nationale de l'énergie atomique
IRLANDE	Mme M. KELLY, Service de l'information, Institut de protection radiologique
ITALIE	M. F. NOCERA, Conseiller juridique, Département de l'énergie, Agence nationale pour les nouvelles technologies, l'énergie et l'environnement
JAPON	M. H. KATAOKA, Premier Secrétaire, Délégation du Japon auprès l'OCDE M. T. YAMAMURA, Division de la coopération internationale et du contrôle des matières nucléaires, Institut japonais pour le développement du cycle nucléaire
LETTONIE	M. A. SALMINS, Conseiller juridique, Ministère de la Protection de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire
LITUANIE	M. M. ABRAITIS, Conseiller juridique principal, VATESI
LUXEMBOURG	Dr. M. FEIDER, Division de la radioprotection, Direction de la santé, Ministère de la Santé
MEXIQUE	M. J. GONZALEZ ANDUIZA, Département des affaires juridiques, Commission fédérale d'électricité Mme G. URBANO, Chef du Département des affaires internationales, Institut national de recherche nucléaire
NORVÈGE	M. H. ANSTAD, Directeur général adjoint, Département de la recherche et de la santé, Ministère de la Santé et des Affaires Sociales
PAYS-BAS	M. R. VAN EMDEN, Conseiller, Division des assurances, Ministère des Finances
POLOGNE	Mme E. SZKULTECKA, Directeur général (administration), Agence nationale pour l'énergie atomique

ROUMANIE	M. L. BIRO, Président, Commission nationale de contrôle des activités nucléaires
ROYAUME-UNI	M. D. JENKINS, Conseiller juridique, Département du Commerce et de l'Industrie
FÉDÉRATION DE RUSSIE	Professeur A. I. IOYRISH, Professeur, Institut de droit, Académie des Sciences Dr. O. SUPATAEVA, Institut de droit, Académie des Sciences
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	M. M. POSPIŠIL, Directeur de la Division juridique, Autorité de la réglementation nucléaire
SLOVÉNIE	M. A. ŠKRABAN, Conseiller du Gouvernement, Administration slovène de la sûreté nucléaire
SUÈDE	M. I. PERSSON, Conseiller juridique principal, Service suédois d'inspection de l'énergie nucléaire
SUISSE	M. R. TAMI, Chef de la Section droit et pipelines, Office fédéral de l'énergie
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	M. F. SURANSKY, Directeur du Département de l'énergie nucléaire, Ministère de l'Industrie et du Commerce
THAÏLANDE	Mlle N. TANTASATHIEN, Conseiller principal, Bureau du Conseil juridique
TUNISIE	M. M. CHALBI, Ministère de l'Éducation et des Sciences, École nationale d'ingénieurs
UKRAINE	M. Y. KRUPKA, Institut d'État et de droit, Académie nationale des sciences
URUGUAY	Dr. D. PEREZ PINEYRUA, Docteur en droit et sciences sociales, Cabinet privé
AIEA	Mme K. RUDOLPH, Conseiller juridique principal, Division juridique
CE	M. J.-M. AVEZOU, Direction générale de l'énergie Mme S. SAASTAMOINEN, Direction générale de l'environnement
OMS	Mme G. PINET, Chef de la législation sanitaire

